



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 9 Février 2010

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

14^{ème} sommet de l'UA

Priorité au développement

3 questions à

Bernard Debré

Gabon

La question de l'émergence

Malawi

Une nouvelle Présidence pour l'Afrique

Télégrammes

Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE

UPM

LES INTERROGATIONS AFRICAINES

Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescahiersdelafrique.fr

GUINÉE

La transition délicate de Jean-Marie Doré



Conformément à l'accord de sortie de crise de Ouagadougou du 15 janvier, le Président intérimaire de la Guinée, le Général Konaté, a nommé un Premier ministre de transition : Jean-Marie Doré, porte-parole des Forces Vives, se voit confier la délicate mission d'organiser des élections libres et transparentes au mois de juin 2010.

L'homme, âgé de 70 ans, opposant historique, à la tête de l'UPG (*Union du Peuple Guinéen*) est un vieux routier de la vie politique guinéenne ; il s'est déjà présenté plusieurs fois contre le défunt Président Lansana Conté, mais n'a jamais participé à aucun gouvernement. Sa longue expérience lui sera bien utile au cours des 6 prochains mois, non seulement pour donner une cohésion à son gouvernement d'équilibre régional et mener à son terme le processus électoral, mais aussi pour cohabiter avec une junte qui conserve toute la force militaire.

Cette transition délicate est déterminante pour l'avenir du pays car elle doit mener à l'alternance démocratique tant désirée par les Guinéens depuis de nombreuses années.

EDITO

Deux visites

Le Président Sarkozy sera le 25 février au Rwanda. Il va sceller la réconciliation, après une longue crise provoquée par les mandats d'arrêt lancés par un juge d'instruction français contre des officiels rwandais accusés d'avoir participé à l'attentat mortel contre le Président Habyarimana.

La veille, le Président s'arrêtera à Libreville. Il rendra au nouveau chef de l'État gabonais, les trois visites privées que celui-ci a effectuées à Paris depuis son élection. Il n'y a pas de crise à effacer. Mais nul n'oublie que le Président Omar Bongo, ami fidèle de la France, n'a

pas voulu recevoir les derniers soins en France et s'en est allé à Barcelone. Il était déçu, estimant que la justice française négligeait son immunité de chef d'État, en examinant des plaintes sur l'origine au Gabon des fonds avec lesquels il avait acquis des biens en France.

Voyant cela et sachant que des difficultés analogues se sont produites et se préparent en France avec d'autres États d'Afrique, beaucoup d'Africains se demandent si les relations de France à État sont toujours en France du seul ressort du pouvoir exécutif. Et ils s'étonnent que celui-ci, s'agissant en tout cas de l'Afrique, ne réagisse pas davantage devant les empiètements du pouvoir judiciaire en matière de politique étrangère.

HAÏTI

Solidarité africaine

Les Africains ressentent très particulièrement le drame haïtien. Au récent sommet de l'Union Africaine, le Président

Wade a proposé l'adoption d'une loi permettant le retour en Afrique des Haïtiens qui le souhaiteraient.

14^{ème} Sommet de l'UA

Priorité au développement

Le 14^{ème} sommet de l'Union Africaine, qui s'est tenu à Addis Abeba, du 31 janvier au 2 février, a renouvelé plusieurs de ses dirigeants, à commencer par son président, et a traité de l'actualité comme des perspectives du continent, en affirmant l'identité de l'Afrique et sa volonté de développement.



Bingu Wa Mutharika, chef de l'État du Malawi, 73 ans, est le nouveau Président de l'Union Africaine. Le président sortant, le Libyen Muhamar Khadafi, qui aurait souhaité se maintenir plus longtemps et qui avait songé à rassembler autour de lui les États de l'Afrique de l'Ouest, a finalement renoncé.

Le développement pacifique

La candidature du Président malawite, portée par les États d'Afrique australe, et notamment par le Sud-africain Jacob Zuma,

a assez rapidement fait consensus. Le nouveau président se montre d'abord préoccupé par l'amélioration de la vie quotidienne des africains, la lutte contre les grands fléaux, à commencer par celui de la

« La candidature du Président malawite a vite fait consensus »

faim, et d'une manière générale par le développement pacifique du continent.

L'autorité de la CSP

Le sommet a également élu pour deux ou trois ans selon les cas, les 15 membres du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union Africaine. On note l'entrée au Conseil de la Côte d'Ivoire et du Zimbabwe, nonobstant les difficultés, d'ailleurs différentes, que ces pays traversent.

Le CPS est un organe souverain de l'Organisation, qui a pouvoir de se saisir des crises en Afrique et de décider des sanctions à l'égard des États africains .../...

(suite page 2)

14^{ème} Sommet de l'UA : Priorité au développement (suite)



qui ne respecteraient pas les textes fondateurs de l'Union Africaine.

Durcissement de ton dans la crise malgache

Attentif aux crises intérieures des pays membres, le sommet s'est montré désireux de favoriser les arrangements politiques nationaux et les médiations africaines destinées à encourager les évolutions démocratiques, préférant donner des conseils et des aides plutôt que des injonctions.

Cependant, la situation à Madagascar l'a amené à durcir le ton à l'égard d'Andry Rajoelina, que ses voisins d'Afrique australe accusent de vouloir organiser des législatives avant fin mars sans associer l'opposition à leur préparation : le sommet a donc demandé « au régime illégal à

Madagascar de cesser ses tentatives d'imposer des solutions unilatérales à la crise ».

Ce durcissement intervient après que la mission à Antananarivo du Président de la Commission de l'U.A. n'ait pas permis d'amener Andry Rajoelina à mettre en place le dispositif de transition prévu par l'accord de Maputo d'août 2009 et l'acte additionnel d'Addis - Abeba de novembre 2009.

Les protestations de bonne foi d'Andry Rajoelina, déclarant que ces accords sont rendus inapplicables par « l'esprit de revanche et l'appétit de pouvoir » des anciens chefs d'État malgaches, n'ont pas suffi à modifier l'opinion du sommet.

Priorité absolue à la Paix et au développement

Sur l'avenir du continent et ses relations avec le monde, la résolution finale du sommet ainsi que les déclarations du nouveau Président de l'Union, de même que celles du Président de la Commission, Jean Ping, méritent une attention toute particulière. Elles placent au premier rang le développement et la paix. Elles appellent à l'égalité de considération entre les nations de la terre. Elles affichent des priorités correspondant aux attentes réelles des populations. Elles témoignent d'une prise de distance à l'égard des pays développés européens, qui au

« elles témoignent d'une prise de distance à l'égard des pays développés européens »

nom de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, semblent vouloir leur proposer de freiner leur croissance et de réduire l'utilisation de leurs ressources énergétiques fossiles.

A peine élu, le Président Bingu Wa Mutharika a déclaré : « nous allons nous concentrer sur trois questions :

- premièrement sur la sécurité alimentaire, afin de nous assurer que d'ici cinq ans l'Afrique puisse nourrir l'Afrique ;
- deuxièmement sur les infrastructures de transport pour connecter l'Afrique ;
- troisièmement sur l'énergie, parce que nous n'avons pas assez d'énergie pour faire tourner nos industries ».

3 questions à



Bernard Debré

La lettre de l'Afrique: Quel est l'objet de l'association franco-africaine que vous venez de créer ?

Bernard Debré : Les relations entre la France et l'Afrique sont souvent distendues. Les Français vivant en Afrique sont parfois délaissés, ou le pensent. Les Africains eux-mêmes réclament souvent plus de présence française.

Il faut savoir aussi que des députés vont être élus par les Français habitant en Afrique et siéger à l'Assemblée nationale. Il est donc nécessaire que cette association puisse conforter la présence de nos amis français et prendre en compte leurs *desiderata* aussi bien au point de vue national français qu'au point de vue local.

LLA: Qui souhaitez-vous rassembler dans cette association ?

Bernard Debré : D'abord les Français d'Afrique, qu'ils soient binationaux ou non,

Bernard Debré, ancien ministre de la coopération, député de Paris et professeur de médecine, chef du service d'urologie à l'hôpital Cochin, évoque les perspectives d'avenir de l'Association franco-africaine qu'il vient de créer.

mais aussi les Français de métropole qui aiment l'Afrique. Il faut créer un lien fort entre ces Français où qu'ils habitent. J'entends aussi rassembler les Africains qui veulent adhérer à cette association et surtout nous aider à mieux comprendre leur pays, à mieux nous implanter, nous Français, quand nous désirons nous installer et également, pourquoi pas, mieux participer à la vie française.

LLA: Sur quels sujets comptez-vous insister dans un premier temps ?

Bernard Debré : Un certain nombre de points me viennent à l'esprit :

- D'abord, le développement du « bien être » des Français en Afrique, soit ce qui touche aux lycées français, aux « maisons » de la France liées aux ambassades ou indépendantes. Il est important qu'il y ait pour ces Français habitant en Afrique une véritable prise en charge de leurs enfants. Certes, elle existe déjà mais il faut la pérenniser et l'assurer.

- Deuxième sujet : la retraite. Des caisses de retraite existent, bien sûr, mais il faut,

alors même que nous parlons de refonte du système français de retraite, que nous soyons assurés que les Français qui vivent à l'étranger, en particulier ceux qui vivent en Afrique, soient assurés d'avoir une retraite pérenne.

A côté de ce bien être, il faut aussi soutenir ceux et celles qui veulent s'installer ou sont déjà installés dans les pays africains. Les soutenir au niveau des législations locales, en particulier dans les pays qui ont adhéré à l'OHADA, mais pas seulement. Il faut les aider à trouver des raisons de s'installer, de se développer mais aussi d'exporter. Comme nous le savons, la Chine est de plus en plus présente et le sera plus encore à l'avenir. Les compétitions sont fortes et, quelquefois, n'obéissent pas aux mêmes codes éthiques. Il est donc important que nous soyons vigilants.

Il y a d'autres sujets qui seront développés par les Français d'Afrique eux-mêmes et les métropolitains. Cette association n'est pas fermée, elle est ouverte et à l'écoute de tous.

GABON 2010



La capitale Libreville

La question de l'émergence

en ont les moyens, et à mieux vivre pour ceux qui en manquent ou en sont dépourvus.

Un pays émergent

Le nouveau Président de la République leur a promis dans sa campagne électorale et depuis son installation, d'accélérer la croissance du pays et de « faire du Gabon un pays émergent. » Ses premiers actes présidentiels ont témoigné de sa volonté de réorganiser les services centraux de l'Etat, dans un souci d'efficacité. Considérant la grande valeur écologique de

« Le Président de la République leur a promis d'accélérer la croissance du pays et d'en faire un pays émergent »

la forêt gabonaise, il a manifesté ensuite sa disponibilité pour les grandes causes modernes du développement durable. Mais il sait, c'est évident, qu'il n'y a de développement durable que s'il y a



développement. La récente conférence au sommet de l'Union Africaine à laquelle il a participé, vient, comme on l'a vu, de le souligner en plaçant au premier rang de ses préoccupations, la sécurité alimentaire, les transports et l'énergie. Ces objectifs entreront naturellement dans les nouveaux plans de croissance du Gabon, avec les investissements de haute technologie nécessaires à « l'émergence », ainsi qu'avec les programmes de formations avancées qui s'y adjoignent nécessairement.

Comment accompagner le Gabon dans cette nouvelle phase de son développement ?

Voilà une question qu'à Paris on serait bien inspiré de se poser et de poser à Libreville de la manière la plus concrète possible.

Aspiration à la paix

Cependant, dans l'opinion publique, les joutes électorales s'estompent progressivement et les Gabonais aspirent tout simplement à bien vivre pour ceux qui

MALAWI

Une nouvelle Présidence pour l'Afrique

La toute récente élection à la présidence de l'Union Africaine, du Président de la République du Malawi, place ce pays anglophone sous les feux de l'actualité. 14 millions d'habitants, presque à l'étroit sur un territoire de 118.000 Km², enclavé en Afrique orientale entre la Tanzanie, la Zambie et le Mozambique. L'un des pays les plus pauvres du monde (164^{ème} sur 177). Une économie reposant principalement sur une agriculture (tabac, thé, sucre, maïs, arachides, café), qui fournit 38 % du PIB, 80% des exportations et 90 % des emplois. Peu d'industrie, et peu de ressources minières, malgré certaines réserves d'uranium, en partie exploitées par des Australiens.

Relations internationales

L'Afrique du Sud est son principal fournisseur, suivi du Mozambique et des Émirats arabes unis. Le Zimbabwe est son principal client, suivi de l'Afrique du Sud. L'essentiel de l'aide au développement vient des Institutions Financières internationales et de l'Union Européenne à travers les importantes dotations du FED. La dette multilatérale a été très fortement réduite, dans le cadre de « l'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale. »

Le Malawi tient sa place au sein du Commonwealth, dans la zone d'attraction de l'Afrique du sud. Les relations bilatérales

avec la France sont limitées. La France achète du sucre et du tabac et vend des médicaments. Paris, qui avait fermé son ambassade en 1996, a nommé en 2002 un chargé d'affaires. Celui-ci est hébergé dans l'ambassade d'Allemagne à Lilongwe.

Surmonter des handicaps

Malgré les efforts des autorités, qui bénéficient d'un soutien démocratique à signaler, et malgré les appuis extérieurs, il faudra du temps pour surmonter les handicaps structurels, liés notamment à l'enclavement, à l'insuffisance des infrastructures de transports et des ressources.

« ...dans la zone d'attraction de l'Afrique du sud »



C'est en ayant à l'esprit la situation de son pays, que le nouveau Président de l'UA, homme d'expérience et de conviction, a contribué à définir les priorités immédiates pour l'Afrique : production et distribution alimentaires, transports, énergie.

Et si ses pairs ont endossé ces choix, c'est parce qu'ils savent que leurs pays, à des degrés divers, souffrent d'au moins l'un des maux évoqués, à commencer par la faim qui frappe partout.

Idées reçues : l'Aide au développement

Jean-Michel Severino et Jean-Michel Debrat,
Le Cavalier Bleu, 2010

L'aide est souvent accusée d'avoir mis les pays en développement dans une dépendance incitant à la paresse, d'avoir favorisé la corruption ou encore engendré des conflits. À l'inverse, on voit parfois en elle l'instrument qui « sauvera » ces pays de la stagnation économique.

Défis agricoles africains

Jean-Claude Devèze, Karthala, 2008 A
l'heure où la crise alimentaire frappe de

nombreux pays, cet ouvrage montre que l'Afrique réunit toutes les ressources nécessaires pour devenir un géant agricole. Il fournit des pistes d'actions, expose des exemples concrets et donne les points de vue de leaders agricoles pour une autre vision de l'agriculture africaine.

L'Afrique face à ses défis démographiques - un avenir incertain

Benoît Ferry, Karthala, 2007

Dans le contexte actuel de mondialisation, l'Afrique souffre de

marginalisation politique et économique. Pourtant, sa population va presque doubler dans les quarante ans qui viennent, passant de 750 millions en 2006 à 1,4 milliard en 2040. En raison de la jeunesse de sa population, du rythme de sa croissance, l'Afrique subsaharienne est d'ores et déjà confrontée aux défis de sa démographie et s'interroge sur son avenir. Existe-t-il une exception démographique africaine ou s'agit-il simplement d'un décalage dans le temps ?

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Afrique du Nord• **Maroc**

Une nouvelle session de négociations entre le Maroc et le Front Polisario sur l'avenir du Sahara occidental se tiennent près de New York sous l'égide de l'ONU les 10 et 11 février 2010 ;

• **Égypte**

Vague d'arrestations d'opposants islamistes dont trois dirigeants des Frères musulmans, principale force d'opposition dans le pays ;

Afrique subsaharienne• **Centrafrique**

L'ancien président centrafricain André Kolingba (1981-1993) est décédé dimanche 8 février à Paris à l'âge de 73 ans ;

• **Angola**

Les prochaines élections générales en Angola auront finalement lieu en 2012, a confirmé vendredi 5 février le président José Eduardo dos Santos lors de la promulgation de la Constitution ;

• **Soudan**

La première visite au Soudan depuis 2004 du Président Tchadien Idriss Deby marque un signe d'apaisement entre les deux pays en guerre par rebelles interposés ;

• **Togo**

Au lendemain de l'invalidation de la candidature du Franco-Togolais Kofi Yamgnane à la prochaine élection présidentielle, la France a exprimé son attachement aux normes constitutionnelles et au pluralisme au Togo ;

• **Côte-d'Ivoire**

Le président de la Commission électorale indépendante (CEI), R. Beugré Mambé, entend rester à son poste, rejetant les accusations de « fraudes sur la liste électorale » portées contre lui par la justice.

**Gestion durable des forêts au Gabon**

Projection-Débat organisé par l'AFD
Mardi 16 février 2010 à Paris

Chaque année, 13 millions d'hectares de forêts sont détruits dans le monde. L'exploitation forestière, l'extension des terres agricoles et l'urbanisation sont parmi les premières causes de la déforestation. Il devient urgent de préserver nos forêts mais l'exploitation de nos ressources forestières pour nos besoins en bois et papier est aussi une nécessité. Pour allier protection et exploitation, une gestion durable de la forêt apparaît comme une solution.

Ce film nous emmène au Gabon, un pays couvert à 85% de forêt qui s'est doté en 2001 d'un nouveau code forestier. Aujourd'hui, toutes les concessions doivent gérer et exploiter durablement la forêt.



Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.